

---

## CHRONOLOGIE

---

1864	Conférences de Charlottetown et de Québec sur le projet d'union des colonies britanniques d'Amérique du Nord.	1940	Rapport de la Commission royale sur les relations entre le Dominion et les provinces (commission Rowell-Sirois, fédéral).
1867	Naissance de la fédération canadienne. Cette fédération est alors formée de quatre provinces : le Québec, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.		L'assurance-chômage devient une compétence fédérale.
		1948	Le drapeau fleurdelisé devient officiellement le drapeau du Québec.
1870	Le Parlement fédéral crée les Territoires du Nord-Ouest.  Le Manitoba devient la cinquième province canadienne.	1949	Entrée de Terre-Neuve dans la fédération canadienne.  Abolition des appels au Comité judiciaire du Conseil privé à Londres.
1871	La Colombie-Britannique entre dans la fédération canadienne.	1951	Modification constitutionnelle sur les pensions de vieillesse.
1873	L'Île-du-Prince-Édouard entre dans la fédération canadienne.	1954	Impôt québécois sur le revenu.
1875	Création de la Cour suprême du Canada par le Parlement fédéral.	1956	Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay, Québec).
1898	Création du territoire du Yukon par le Parlement fédéral.	1964	Modification constitutionnelle sur les pensions de vieillesse et prestations additionnelles.
1905	L'Alberta et la Saskatchewan deviennent la huitième et la neuvième province canadienne.	1965	Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (commission Laurendeau-Dunton, fédéral).
1914-1918	Première Guerre mondiale.		
1926	Déclaration de Balfour sur le statut des dominions de l'Empire britannique.	1966	Le Québec refuse d'entériner la procédure de modification constitutionnelle qui prendra le nom de « formule Fulton-Favreau ».
1931	Statut de Westminster : confirmation de l'accession du Canada à l'indépendance. La modification de la Constitution canadienne continue cependant de demander l'intervention du Parlement britannique.	1967	Conférence interprovinciale sur la Confédération de demain, Toronto, du 27 au 30 novembre 1967.
1939-1945	Deuxième Guerre mondiale.		

1968	Début d'une série de conférences constitutionnelles qui prendront fin en juin 1971.  L'Assemblée législative du Québec devient l'Assemblée nationale. Le Conseil législatif est aboli.	1981	Accord constitutionnel des huit provinces opposées au rapatriement unilatéral fédéral, 16 avril 1981.  Avis de la Cour suprême du Canada dans le Renvoi relatif à un projet de résolution concernant la Constitution du Canada, 28 septembre 1981.
1971	Rejet de la Charte constitutionnelle de Victoria que le Québec refuse d'entériner.		Conférence fédérale-provinciale sur la Constitution, à Ottawa, du 2 au 5 novembre. Le gouvernement fédéral et les provinces, à l'exception du Québec, s'entendent sur le rapatriement de la Constitution canadienne accompagné de modifications constitutionnelles substantielles.
1974	Adoption au Québec de la Loi sur la langue officielle qui déclare le français langue officielle du Québec.		
1975	Adoption au Québec de la Charte des droits et libertés de la personne.		
1977	Adoption au Québec de la Charte de la langue française.	1982	Proclamation, le 17 avril 1982, de la Loi constitutionnelle de 1982, malgré l'opposition du Québec.  Avis de la Cour suprême du Canada dans le Renvoi concernant la Constitution du Canada ( <i>veto</i> du Québec), 6 décembre 1982.
1978	Projet de loi fédéral sur la réforme constitutionnelle (C-60).  Adoption au Québec de la Loi sur la consultation populaire.		
1979	Rapport du Groupe de travail sur l'unité canadienne (commission Pépin-Robarts, fédéral).	1985	Le gouvernement du Québec présente au gouvernement fédéral un projet d'accord constitutionnel.
1980	Référendum québécois sur le projet de souveraineté-association, 20 mai 1980. Le Non l'emporte avec 59,56 p. 100 des voix, le Oui obtenant un résultat de 40,44 p. 100.  Projet fédéral de rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne accompagné de modifications constitutionnelles substantielles.	1986	Relance des discussions constitutionnelles. Le Québec fait connaître ses cinq conditions pour adhérer à la Loi constitutionnelle de 1982.
		1987	Accord constitutionnel de 1987 (Lac Meech), 3 juin 1987.
		1990	Échec de l'Accord constitutionnel de 1987, 22 juin 1990.

- |      |   |      |   |
|------|---|------|---|
| 1991 | <p>Rapport de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec (commission Bélanger-Campeau, Québec), mars 1991.</p> <p>Adoption au Québec de la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec (loi 150), 20 juin 1991.</p> <p>Propositions fédérales visant le renouvellement de la fédération, septembre 1991.</p>  | 1996 | <p>Amorce par le gouvernement fédéral d'un renvoi devant la Cour suprême du Canada relativement à l'accession du Québec à la souveraineté. Le Québec refuse d'y participer.</p>   |
|      |   | 1997 | <p>Déclaration de Calgary des premiers ministres des provinces, à l'exception du Québec, 14 septembre 1997.</p> <p>Modification bilatérale de l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 permettant la mise en place, au Québec, de commissions scolaires linguistiques.</p>  |
| 1992 | <p>Entente de Charlottetown, 28 août 1992. Le 26 octobre 1992, l'Entente est rejetée au Québec par référendum — 56,68 p. 100 des voix exprimées en faveur du Non et 43,32 p. 100 en faveur du Oui—, ainsi que dans le reste du Canada dans le cadre d'un autre référendum tenu simultanément — 54,3 p. 100 des voix exprimées en faveur du Non, l'option du Oui obtenant pour sa part un résultat de 45,7 p. 100 des voix—.</p> | 1998 | <p>Avis de la Cour suprême du Canada dans le renvoi fédéral relatif à la sécession du Québec, 20 août 1998.</p>   |
|      |   | 1999 | <p>Signature par les gouvernements, à l'exception du Québec, de l'Entente-cadre sur l'union sociale, 4 février 1999.</p> <p>Création du territoire du Nunavut par le Parlement fédéral.</p>   |
| 1994 | <p>Accord sur le commerce intérieur, 18 juillet 1994.</p>   | 2000 | <p>Adoption, par le Parlement fédéral, de la Loi donnant effet à l'exigence de clarté formulée par la Cour suprême du Canada dans son avis sur la sécession du Québec (projet de loi C-20), 29 juin 2000.</p> <p>Adoption au Québec de la Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec (projet de loi n°99), 13 décembre 2000.</p> |
| 1995 | <p>Référendum au Québec sur le projet de loi sur l'avenir du Québec prévoyant l'accession du Québec à la souveraineté ainsi qu'une offre de partenariat économique et politique avec le Canada (30 octobre 1995). Le Non l'emporte avec un résultat de 50,58 p. 100, l'option du Oui obtenant pour sa part un résultat de 49,42 p. 100.</p>   |      |   |